

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 23 novembre 1992, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "portant des dispositions relatives à la Banque Nationale de Belgique et à l'Institut belgo-luxembourgeois du change", a donné le 26 novembre 1992 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 23 november 1992 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende bepalingen betreffende de Nationale Bank van België en het Belgisch-Luxemburgs Wisselinstituut", heeft op 26 november 1992 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"Le présent projet a essentiellement pour objet d'adapter la loi organique de la Banque Nationale de Belgique à certaines dispositions du Traité de l'Union européenne, conclu à Maastricht le 7 février 1992. Le Gouvernement souhaite à très bref délai faire confirmer par voie légale l'indépendance de la Banque Nationale de Belgique pour la définition et la mise en oeuvre de la politique monétaire, renforçant ainsi la confiance dans la stabilité de la monnaie, et ce conformément à des engagements pris au niveau européen lors de l'examen du plan de convergence de la Belgique en vue de la réalisation de l'Union économique et monétaire. Par ailleurs, l'article 6 du projet comporte une procédure allégée de modification des statuts de la B.N.B. que le Gouvernement souhaite rendre applicable aux modifications à la loi organique de la Banque contenues dans le projet de loi relatif au statut et au contrôle des établissements de crédit".

*

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

Article 1er.

Il y a lieu d'insérer les mots "remplacé par la loi du 28 juillet 1948" avant les mots "est abrogé".

.../...

La même observation vaut pour l'article 4.

Article 2.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Dans l'article 13 du même arrêté, remplacé par la loi du 2 janvier 1991, sont apportées les modifications suivantes :

1° les alinéas 1er et 2 sont remplacés par les alinéas suivants :

"Il est interdit à la Banque ... (la suite comme au projet)";

2° l'alinéa 3 est abrogé".

Article 3.

Dans la phrase liminaire, il faut omettre les mots "l'article 17 de".

Article 5.

1. Dans l'exposé des motifs, particulièrement dans le commentaire de l'article 30bis en projet, on peut lire :

"Si l'adoption de l'article 30bis en question conduira donc à la suppression du contrôle d'opportunité du Gouvernement sur les décisions et opérations de

.../...

la Banque touchant aux matières définies ci-dessus - contrôle fondé sur les "intérêts de l'Etat" au sens des articles 29 et 30 de la loi organique de la Banque -, un contrôle continuera néanmoins à s'exercer, de manière générale, pour veiller au respect des lois et des statuts de la Banque. Le contrôle "juridique" du Gouvernement subsiste donc".

Il conviendrait que cette intention soit exprimée de façon explicite dans le texte même de l'article 30bis en projet.

2. Il y a lieu d'écrire "Gouvernement" avec une minuscule et d'introduire les subdivisions par 1º, 2º, 3º et 4º au lieu de tirets.

Article 6.

Dans sa version actuelle, l'article 35 ne traite que de la mise en concordance des statuts de la Banque, alors que les modifications projetées établissent des règles de compétence et de procédure pour les modifications statutaires quelles qu'elles soient.

De l'accord du fonctionnaire délégué, il est proposé de rédiger l'article comme suit :

"L'article 35 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal n° 42 du 4 octobre 1967 et par la loi du 23 décembre 1988, est remplacé par la disposition suivante :

"Le Conseil général modifie les statuts de la Banque pour les mettre en concordance avec les dispositions

.../...

de la présente loi et les obligations internationales liant la Belgique.

Les autres modifications statutaires sont adoptées, sur la proposition du Conseil général, par les trois quarts des voix attachées à l'ensemble des actions présentes ou représentées à l'assemblée générale des actionnaires.

Les modifications des statuts prévues aux alinéas 1er et 2 sont soumises à l'approbation du Roi".

Pour éviter toute difficulté quant à l'interprétation des mots "de la présente loi", il conviendrait, dans une disposition à insérer en tête du dispositif de la loi en projet, de modifier l'intitulé de l'arrêté royal n° 29, qui pourrait être le suivant : "loi relative à la Banque Nationale de Belgique".

Article 7.

Afin de tenir compte des intentions qui sont exprimées dans le commentaire de l'article, il est proposé de rédiger la disposition comme suit :

"L'article 6 est applicable pour la première fois afin de mettre les statuts de la Banque Nationale de Belgique en concordance avec les dispositions de ce même article".

.../...

Article 8.

Selon l'exposé des motifs, la ratio legis du texte en projet est de "(garantir) l'égalité des dirigeants des établissements de crédit du secteur privé d'une part et des holdings bancaires d'intérêt public et des établissements publics de crédit d'autre part, en ce qui concerne l'accès au mandat de censeur de la Banque Nationale de Belgique".

Il appartiendra au législateur d'apprécier si, eu égard aux attributions des censeurs, cette égalité de traitement doit être établie comme le fait le projet, c'est-à-dire en généralisant l'absence d'incompatibilité, ou si, au contraire, ce cas d'incompatibilité mérite d'être commun aux dirigeants des établissements des secteurs public et privé du crédit.

Article 9.

La modification de l'article 8, alinéa 1er, de la loi relative à l'Institut belgo-luxembourgeois du Change, tend à réduire la dotation annuelle de l'Institut, de 200 millions à 100 millions de francs.

Aucun élément d'appréciation n'est fourni pour le choix de ce montant, comme le note l'Inspection des Finances, qui recommande de prévoir l'adjonction du mot "maximum" dans la modification législative en projet, ce qui permettrait d'éviter que ce montant ne puisse être modifié que par la loi.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"Le présent projet a essentiellement pour objet d'adapter la loi organique de la Banque Nationale de Belgique à certaines dispositions du Traité de l'Union européenne, conclu à Maastricht le 7 février 1992. Le Gouvernement souhaite à très bref délai faire confirmer par voie légale l'indépendance de la Banque Nationale de Belgique pour la définition et la mise en oeuvre de la politique monétaire, renforçant ainsi la confiance dans la stabilité de la monnaie, et ce conformément à des engagements pris au niveau européen lors de l'examen du plan de convergence de la Belgique en vue de la réalisation de l'Union économique et monétaire. Par ailleurs, l'article 6 du projet comporte une procédure allégée de modification des statuts de la B.N.B. que le Gouvernement souhaite rendre applicable aux modifications à la loi organique de la Banque contenues dans le projet de loi relatif au statut et au contrôle des établissements de crédit".

*

De Raad van State moet zich, binnen de korte termijn die hem is toegemeten, bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

.../...

Artikel 1.

Het zou beter zijn dit artikel als volgt te stellen :

"Artikel 5, derde lid, van het koninklijk besluit nr. 29 van 24 augustus 1939 betreffende het bedrijf, de inrichting en de bevoegdheid van de Nationale Bank van België, genomen ter uitvoering van de wet van 1 mei 1939 (artikel 1, 1h), vervangen bij de wet van 28 juli 1948, wordt opgeheven".

Artikel 2.

Het zou beter zijn dit artikel als volgt te stellen :

"In artikel 13 van hetzelfde besluit, vervangen bij de wet van 2 januari 1991, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het eerste en het tweede lid worden vervangen door de volgende leden :

"Het verlenen van voorschotten ... zijn verboden.

Het eerste lid is niet van toepassing op de openbare kredietinstellingen die in het kader van de terbeschikkingstelling van liquide middelen door de

.../...

centrale bank, vanwege de Bank dezelfde behandeling genieten als de particuliere kredietinstellingen";

2° het derde lid wordt opgeheven".

Artikel 3.

In de inleidende zin moet worden geschreven :
"vervangen bij de wet van 2 januari 1991".

Artikel 4.

Geschreven moet worden : "Artikel 24, vierde lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij de wet van 28 juli 1948, wordt opgeheven".

Artikel 5.

1. In de memorie van toelichting, inzonderheid in de commentaar op het ontworpen artikel 30bis, staat te lezen :

"Terwijl het aannemen van het artikel 30bis in kwestie aldus zal leiden tot de afschaffing van de controle door de Regering van de opportuniteit der besluiten en transacties van de Bank aangaande de materies die hierboven werden bepaald, - controle die gestoeld is op "'s Rijks belangen" in de zin van de artikelen 29 en 30 van de organieke wet van de Bank - zal een controle toch verder in algemene zin kunnen uitgeoefend worden, ten einde te waken over de naleving

.../...

van de wet en van de statuten van de Bank. De "juridische" controle van de Regering blijft aldus bestaan".

Dit voornemen behoort uitdrukkelijk te worden vastgelegd in de tekst zelf van het ontworpen artikel 30bis.

2. Het woord "Regeringscommissaris" moet met kleine letter worden geschreven en de onderverdeling moet door middel van 1°, 2°, 3° en 4° geschieden in plaats van streepjes.

Artikel 6.

Artikel 35 betreft in zijn huidige lezing alleen het in overeenstemming brengen van de statuten van de Bank, terwijl de voorgenomen wijzigingen bevoegdheids- en procedureregels vastleggen voor wijzigingen in de statuten, ongeacht hun aard.

Na overleg met de gemachtigde ambtenaar wordt voorgesteld het artikel als volgt te stellen :

"Artikel 35 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 42 van 4 oktober 1967 en bij de wet van 23 december 1988, wordt vervangen als volgt :

"De Algemene Raad wijzigt de statuten van de Bank ten einde ze in overeenstemming te brengen met de bepalingen

.../...

van deze wet en de internationale verplichtingen die voor België bindend zijn.

Andere wijzigingen in de statuten worden op de voordracht van de Algemene Raad aangenomen met drie vierde van de stemmen verbonden aan het totaal van de aandelen, aanwezig of vertegenwoordigd op de algemene vergadering van de aandeelhouders.

De in het eerste en het tweede lid bepaalde wijzigingen in de statuten zijn onderworpen aan de goedkeuring van de Koning".

Teneinde iedere moeilijkheid bij de interpretatie van de woorden "van deze wet" te voorkomen, behoort in een bepaling die aan het begin van het bepalend gedeelte van de ontworpen wet moet worden ingevoegd, het opschrift te worden gewijzigd van het koninklijk besluit nr. 29; het opschrift ervan zou kunnen luiden : "wet betreffende de Nationale Bank van België".

Artikel 7.

Teneinde rekening te houden met de bedoelingen vermeld in de commentaar op dit artikel, wordt voorgesteld de bepaling als volgt te stellen :

"Artikel 6 is voor de eerste maal toepasselijk om de statuten van de Nationale Bank van België in overeenstemming te brengen met de bepalingen van ditzelfde artikel".

.../...

Artikel 8.

Volgens de memorie van toelichting bestaat de ratio legis van de ontworpen tekst erin de gelijkheid te waarborgen :

"tussen de leiders van de particuliere kredietinstellingen enerzijds en de leiders van de bankholdings van openbaar nut en de openbare kredietinstellingen anderzijds ten aanzien van de toegang tot het mandaat van censor in de Nationale Bank van België".

Het komt aan de wetgever toe te oordelen of die gelijke behandeling, gelet op de bevoegdheid van de censoren, moet worden vastgelegd zoals in het ontwerp wordt bepaald, te weten door de ontstentenis van onverenigbaarheid te veralgemenen, dan wel of daarentegen behoort te worden voorgeschreven dat dit geval van onverenigbaarheid zowel voor de leiders van de instellingen van de openbare als van de particuliere kredietsector geldt.

Artikel 9.

De wijziging van artikel 8, eerste lid, van de wet betreffende het Belgisch-Luxemburgs Wisselinstituut beoogt de jaarlijkse dotatie van het Instituut te verminderen van 200 miljoen tot 100 miljoen frank.

Er wordt geen enkel beoordelingselement verstrekt dat de keuze van dit bedrag rechtvaardigt, zoals de Inspectie van Financiën opmerkt; deze laatste stelt voor in de

.../...

ontworpen wetswijziging de woorden "ten hoogste" toe te voegen om te voorkomen dat dit bedrag alleen bij wet kan worden gewijzigd.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. NIHOUL, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. NIHOUL, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY.

J.-J. STRYCKMANS.